

Le 21 février, dans le centre de rétention d'Amygdaleza, au nord d'Athènes.  
MAX GYSELINCK  
POUR « LE MONDE »



# En Grèce, Tsipras fait rêver les migrants

Porte d'entrée des clandestins en Europe, la Grèce, avec l'arrivée au pouvoir du parti de la gauche radicale Syriza, veut assouplir sa politique migratoire. De quoi alarmer les pays du nord de l'Europe

ADÉA GUILLOT  
ATHÈNES - correspondance

**A**mygdaleza. Un nom connu de tous les migrants en Grèce. Celui d'un camp de rétention situé à 25 kilomètres au nord d'Athènes où s'entassent, dans des dizaines de conteneurs sommaires, 1 080 Syriens, Afghans et Africains dans des conditions sanitaires déplorables, dénoncées depuis des années par les associations humanitaires. En Grèce, depuis 2012, la rétention peut durer jusqu'à dix-huit mois.

Samedi 21 février, quelques centaines de militants antiracistes ont forcé l'entrée de cette enceinte policière. Une première. Après avoir dépassé au pas de charge les bâtiments étrangement désertés de l'école de police attenante au camp, un immense cri de joie les a accueillés lorsqu'ils ont atteint les grilles barbelées entourant les conteneurs.

L'instant n'a duré que quelques minutes. Au rythme des slogans, « *solidarité avec les migrants* », « *liberté pour tous maintenant* », un moment d'humanité, mélange de bras tendus, de larges sourires et d'éclats de rire, relie manifestants et « prisonniers ». Difficile de les désigner autrement au vu de l'important dispositif de sécurité – fils barbelés, chiens de garde, policiers en grand appareil – qui les maintient à distance.

## 4 500 MIGRANTS DANS LES CAMPS

L'état de grâce prend fin brutalement lorsqu'un bataillon de forces antiémeutes refoule les manifestants. « *Une grosse déception alors que nous étions entrés si facilement*, se désole Louisa, une jeune étudiante, les yeux encore rougis de gaz lacrymogène. *J'imagine que la nouvelle ministre de l'immigration [Tassia Christodouloupoulou] avait donné l'ordre de nous laisser passer, mais que les policiers ont ensuite eu envie de montrer qui étaient encore les boss ici malgré le changement de gouvernement.* »

L'arrivée du parti de la gauche radicale Syriza au pouvoir suscite beaucoup d'espoir dans le petit monde des associations de soutien aux migrants. « *C'est la première fois que nous avons un gouvernement de gauche et nous attendons de Syriza qu'il s'engage sur cette question et améliore la vie des migrants*

*sur notre sol* », explique Nikos Vouchiounis, militant antiraciste.

Les vice-ministres Yannis Panoussis et Tassia Christodouloupoulou, chargés respectivement de l'intérieur et de la politique migratoire, ont annoncé, le 17 février, la fermeture symbolique du camp d'Amygdaleza à très court terme. Mais aussi la clôture ou la transformation en centre ouvert des trois autres lieux de rétention du pays situés à Corinthe, Xanthi et Drama. Il n'existe pas de chiffres officiels, mais Syriza estime à 4 500 le nombre de personnes, hommes, femmes et enfants, qui y sont détenus.

Dans les bureaux un peu décatés du ministère de l'intérieur, Tassia Christodouloupoulou rencontrait la semaine dernière une cinquantaine de représentants des communautés – albanaise, afghane, syrienne, nigérienne, palestinienne – de migrants en Grèce. « *C'est la première fois qu'un ministre nous reçoit* », raconte Reza Golami, de l'Union des Afghans de Grèce. « *Je vais lui demander de s'engager fermement sur la fermeture des camps, mais aussi d'améliorer la situation des demandeurs d'asile et de loger toutes les familles qui dorment encore dans la rue en plein hiver faute de structures d'accueil adéquates* », ajoute avec détermination le jeune homme.

En fait, ce sera un interminable et très précis cahier de doléances que recevra M<sup>me</sup> Christodouloupoulou. Difficultés d'accueil, incohérences administratives, naturalisation, harcèlement policier... En trois longues heures de réunion se dessine en creux le portrait d'une Grèce dépassée par le fait migratoire, parfois violente, souvent raciste.

La Grèce est devenue l'une des principales portes d'entrée de clandestins en Europe. Bien souvent, des candidats au statut de réfugiés politiques, en provenance de zones de guerre. Selon les chiffres de la police nationale grecque, 77 163 migrants ont été arrêtés

aux frontières en 2014. Un chiffre important mais en baisse depuis 2010, où 132 524 clandestins avaient alors été appréhendés par la police.

« *Ma responsabilité est très lourde face à tant d'espoirs* », confie la ministre à l'issue du rassemblement. « *Les centres existants sont une honte pour la civilisation européenne, s'indigne cette militante historique des droits de l'homme en Grèce. Mon idée est de libérer au fur et à mesure les migrants une fois leur identité relevée.* »

Selon des sources policières, 20 migrants auraient ainsi été relâchés vendredi 19 février, et 30 mardi 24 février. « *Je veux substituer à la rétention d'autres formes de contrôle prévues par la loi comme un pointage régulier au commissariat ou la déclaration d'une adresse permanente. Ma philosophie de l'accueil, c'est le centre ouvert.* »

De quoi alarmer les pays du nord de l'Europe qui ont complaisamment fermé les yeux sur les manquements aux droits de l'homme de la Grèce – condamnée à plusieurs reprises ces dernières années par la Cour européenne des droits de l'homme pour « *traitement inhumain et dégradant* » de migrants – tant qu'elle remplissait son rôle de gardienne aux frontières.

« *Une amélioration des conditions d'accueil en Grèce pourrait créer un appel d'air et augmenter les arrivées*, redoute sans complexes, mais sous couvert d'anonymat, un haut responsable de Frontex, l'agence européenne de surveillance aux frontières extérieures. *Surtout si le nouveau gouvernement ne répare pas le mur le long de l'Evros, endommagé récemment par des inondations.* »

En décembre 2012, le gouvernement conservateur d'Antonis Samaras a en effet inauguré en grande pompe une clôture de béton armé et de fil barbelé, d'une dizaine de kilomètres, située au niveau de la frontière gréco-turque, séparée naturellement par le grand fleuve Evros. Les fortes pluies de ces

derniers mois ont grossi le fleuve et endommagé la barrière. « *Réparer ce mur n'est pas une priorité pour nous* », répond Tassia Christodouloupoulou.

L'autre grand engagement de la ministre est l'octroi de la naturalisation aux enfants de deuxième génération. « *Un véritable fait de société en Grèce, qui concerne 150 000 enfants et notamment de nombreuses familles albanaises arrivées en Grèce dans les années 1990* », explique Eda Gemi, coordinatrice de l'unité sur les migrations au sein de l'institut de recherche Eliamep.

## « ÉTRANGÈRE PARTOUT »

En 2012, le Conseil d'Etat a jugé anticonstitutionnelle la loi Ragoussis de 2010 – du nom du ministre qui l'avait fait adopter – qui permettait aux personnes nées en Grèce et fréquentant une école grecque depuis au moins six ans de demander la citoyenneté grecque. L'unique tentative à ce jour de régularisation des enfants nés sur le sol grec de parents étrangers. « *Nous allons prendre le temps de rédiger un projet de loi incontestable car je veux régler cette situation une fois pour toutes et qu'aucun prochain gouvernement ne puisse revenir dessus* », insiste M<sup>me</sup> Christodouloupoulou.

Eddie Dourmissi, 45 ans, est arrivé d'Albanie il y a vingt-trois ans. Il possède un titre de séjour illimité et sa femme un titre pour dix ans. Mais leur fille de 10 ans, née en Grèce, ne possède, elle, aucun papier. « *Si ma fille obtenait la naturalisation, les tracas administratifs disparaîtraient enfin. On exige des papiers albanais pour prouver qu'elle est albanaise, mais comme elle n'est pas née en Albanie, elle n'a pas de certificat de naissance là-bas et elle ne possède pas de papiers ici non plus. Elle est étrangère partout* », explique M. Dourmissi.

Le gouvernement Syriza espère bien imprimer sa vision de gauche sur la politique migratoire du pays. Mais encore faudra-t-il composer avec son partenaire de coalition – le parti de droite nationaliste des Grecs indépendants –, très chatouilleux sur la notion d'identité grecque et réfractaire à tout assouplissement sur les questions d'immigration.

Samedi 21 février, dans le camp d'Amygdaleza, c'est en tout cas d'une seule voix que des centaines d'hommes scandaient, pleins d'espoir derrière leurs barbelés : « *Tsipras ! Tsipras !* ». ■

**« JE VEUX  
SUBSTITUER  
À LA RÉTENTION  
D'AUTRES FORMES  
DE CONTRÔLE  
PRÉVUES PAR LA LOI.  
MA PHILOSOPHIE  
DE L'ACCUEIL, C'EST  
LE CENTRE OUVERT »**

TASSIA  
CHRISTODOULOPOULOU  
ministre de l'immigration